

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/12962

11 décembre 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/CHINOIS

LETTRE DATEE DU 11 DECEMBRE 1978, ADRESSEE AU PRESIDENT
DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE
LA CHINE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Dans une lettre datée du 30 novembre 1978 (S/12944) qu'il a adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies a, à propos du conflit qui oppose le Viet Nam et le Kampuchea, violemment pris à partie la Chine dans le but d'égérer l'opinion et a usé d'arguments spécieux pour justifier son agression et ses actes subversifs contre le Kampuchea démocratique. Je me dois d'apporter les précisions suivantes :

Le conflit armé entre le Viet Nam et le Kampuchea a été provoqué par les seules autorités vietnamiennes qui sont revenues sur l'engagement qu'elles avaient pris de reconnaître et de respecter l'intégrité territoriale du Cambodge dans ses frontières actuelles. En 1975, des forces armées vietnamiennes ont envahi et occupé l'île de Wei qui appartient au Kampuchea et ont depuis fait d'incessantes incursions sur le territoire du Kampuchea. Fin 1977, les autorités vietnamiennes se sont impudemment lancées dans une guerre d'agression de grande ampleur contre le Kampuchea. Le conflit qui oppose le Viet Nam et le Kampuchea a été essentiellement provoqué par la tentative des autorités vietnamiennes d'annexer le Kampuchea, de prendre le contrôle de l'ensemble de l'Indochine et d'établir une "fédération indochinoise" qui serait dirigée par le Viet Nam. Obéissant aux impératifs de sa politique d'hégémonie mondiale, l'URSS fait de son mieux pour aider et encourager le Viet Nam dans sa poursuite de l'hégémonie régionale, ce qui aggrave et complique encore la situation en Indochine et en Asie du Sud-Est. Rassemblant des troupes énormes sous la bannière des prétendus "insurgés du Kampuchea", le Viet Nam lance une nouvelle invasion de grande ampleur contre le Kampuchea, violant de façon manifeste l'indépendance et la souveraineté de ce pays et s'ingérant dans ses affaires intérieures, au mépris flagrant du droit international et de la Charte des Nations Unies. Ces actes ont été vivement condamnés par tous les pays et tous les peuples épris de justice.

Le Gouvernement chinois a toujours été partisan de régler les différends internationaux au moyen de consultations ou de négociations amicales conformément aux cinq principes de la coexistence pacifique, et est opposé à toute agression armée ou à tout recours à la menace de la force. S'agissant du différend qui oppose le Viet Nam et le Kampuchea, rien de plus normal que la Chine refuse de considérer avec sympathie et d'appuyer la politique d'agression et d'expansion du Viet Nam. Les autorités vietnamiennes sont malvenues de manifester de la colère

et de l'animosité à l'égard de la Chine à ce sujet. Il est en outre tout à fait vain de la part du Viet Nam d'essayer de faire oublier qu'il est l'agresseur en attaquant délibérément la Chine et en l'accablant de toutes sortes de mensonges et de calomnies.

Le Gouvernement chinois a toujours soutenu la cause des peuples de divers pays qui luttent pour obtenir l'indépendance et développer leur économie nationale. Depuis la fondation de la Chine nouvelle, nous avons pendant longtemps déployé des efforts considérables pour appuyer et aider le peuple vietnamien dans sa lutte légitime puis dans ses efforts de reconstruction. Sous la poussée de nécessités domestiques et extérieures, les autorités vietnamiennes ont ces dernières années eu recours, dans le cadre d'une politique antichinoise, à toutes sortes de procédés méprisables qui ont entraîné une détérioration constante des relations entre les deux pays. Les autorités vietnamiennes ont créé des foyers de tension à la frontière sino-vietnamienne, provoquant de continuels incidents, faisant des incursions en territoire chinois, tuant ou blessant des Chinois résidant dans la zone frontière. Ces provocations qui ne cessent de se multiplier ont pris des proportions intolérables. De surcroît, les autorités vietnamiennes ont persécuté et expulsé de façon brutale un nombre considérable de ressortissants chinois et de personnes d'origine chinoise résidant au Viet Nam. Non moins de 170 000 personnes ont été expulsées à ce jour.

En résumé, les faits prouvent que les autorités vietnamiennes tentent d'établir leur domination sur l'Indochine et l'Asie du Sud-Est en étroite coordination avec le social impérialisme soviétique qui mène une stratégie d'agression et d'expansion en Asie et dans le reste du monde. Dans l'intérêt du maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est et dans l'Asie tout entière, il est urgent de mettre un terme à l'agression et à la tentative de subversion perpétrées par les autorités vietnamiennes contre le Kampuchea, et de combattre les agissements du social-impérialisme soviétique et de l'expansionnisme vietnamien qui cherchent à établir leur hégémonie sur cette région.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Veillez agréer, etc.

Le représentant permanent de la
République populaire de Chine auprès
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) CHEN Chu